



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 17/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ONYX EST Ludres 2

1 rue Henriette GALLE GRIMM
54000 Nancy

Références : 2025_988
Code AIOT : 0006205716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement ONYX EST Ludres 2 implanté Impasse Bernard Palissy 54710 Ludres. L'inspection a été annoncée le 03/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une action nationale 2025 portant sur le contrôle du tri des déchets 6/8 flux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX EST Ludres 2
- Impasse Bernard Palissy 54710 Ludres
- Code AIOT : 0006205716

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ONYX EST à Ludres est un centre de transfert, de regroupement, de démontage, de récupération et de tri de déchets, ainsi qu'un centre de valorisation de déchets industriels banals en Combustibles Solides de Récupération (CSR) dont l'autorisation d'exploiter est régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/527 du 13 décembre 2006 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Conjointe DGCCRF contrats et tri

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 14/10/2011, article L511-2	Sans objet
2	Tri et collecte 6/8 flux	Code de l'environnement du 01/01/2025, article D 543-281	Sans objet
3	Priorité des modes de traitement des déchets	Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1	Sans objet
4	Information préalable à l'admission des déchets en centre de tri – site E	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article article 13-II	Sans objet
5	Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri – site E	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article article 13-III	Sans objet
6	Entreposage des déchets dans le centre de tri – site E	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article article 13-IV	Sans objet
7	Traçabilité des déchets – Registre entrant	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1	Sans objet
8	Traçabilité des déchets – Registre sortant	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de non-conformité susceptible de donner suite à une action administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2011, article L511-2
Thème(s) : Situation administrative, ICPE – Rubriques applicables
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
Constats : Les activités exercées par la société ONYX EST sur son site de Ludres sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/527 du 13 décembre 2006 modifié, notamment pour les rubriques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 2713 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710,2711,2712 et 2719 pour une surface de 165 m²- 2714 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710,2711 et 2719 pour une surface de 6 740 m²- 2716 : Installation de transit, regroupement, de tri ou préparation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710,2711,2712,2713,2714,2715 et 2719 pour un volume présent dans l'installation de 13 745m³ Lors du contrôle, l'exploitant confirme que les capacités déclarées n'ont pas évolué. L'inspection constate que la situation administrative n'a pas évolué.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tri et collecte 6/8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2025, article D 543-281
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tri 6/8 flux (collecte séparée de certains flux de déchets)
Prescription contrôlée : Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets. Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un

<p>recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.</p> <p>Lorsque certains déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les déchets issus des 6/8 flux (papier, métal, plastique, verre, bois et fractions minérales) sont triés, stockés dans des casiers distincts et différenciés selon les flux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Priorité des modes de traitement des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, traitement des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1.</p> <p>L'ordre de priorité du mode de traitement peut notamment être modifié pour certains types de déchets si cela est prévu par un plan institué en application des articles L. 541-11-1, L. 541-13, L. 541-14 ou L. 541-14-1 couvrant le territoire où le déchet est produit.</p> <p>Cet ordre de priorité peut également être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques.</p> <p>La personne qui produit ou détient les déchets tient alors à la disposition de l'autorité compétente les justifications nécessaires.</p> <p>II.-Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le respect de la hiérarchie des modes de traitement et de la valorisation des déchets, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail le jour même du contrôle, les attestations de valorisation de déchets produits par APRR district Lorraine sur l'année 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les déchets de verre: 4,9 tonnes collectées, valorisées à 100 % - pour les déchets de papier/cartons : 1,72 tonnes collectées, valorisées à 100 %. - pour les déchets de métal : 4,39 tonnes collectées, valorisées à 100 %

Sur la base de ce contrôle par sondage, l'inspection constate que l'exploitant respecte la hiérarchie des modes de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Information préalable à l'admission des déchets en centre de tri – site E

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article article 13-II

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement

Prescription contrôlée :

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure mise en place sur le site pour vérifier l'admissibilité des déchets entrants sur le site. L'ensemble de la chaîne de vérification des critères d'acceptation est automatisée et tracée de bout en bout. L'enregistrement en amont des déchets apportés ne peut se faire que si le contrat avec le producteur de déchets est enregistré et signé.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les Fiches d'Identifications Préalables à l'admission des déchets produits par APRR (site de Toul) en date du 01/04/2025, valide jusqu'au 31/12/2025. Les informations portées sur les fiches sont complètes, conformes à la réglementation et dûment renseignées.

Sur la base des documents présentés et du contrôle par sondage, l'inspection constate que l'exploitant vérifie conformément à la réglementation l'admissibilité des déchets entrants dans l'installation et qu'il s'assure de leur caractérisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri – site E

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article article 13-III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement

Prescription contrôlée :

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;

- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;

- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;

- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;

- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

[...]

d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou

- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Constats :

L'exploitant décrit à l'inspection la procédure mise en place sur le site pour vérifier l'admissibilité des déchets entrants sur le site. L'ensemble de la chaîne d'admission est automatisée et tracée de bout en bout.

En cas de non-conformité des critères d'acceptation décelée, l'exploitant déclare que le producteur des déchets est averti (fiche précisant l'immatriculation du camion refusé).

Sur site, l'inspection constate la présence d'une aire d'attente pour la réception des déchets.

Sur la base des FIP présentées, l'inspection constate que la procédure d'admission des déchets est conforme à la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entreposage des déchets dans le centre de tri – site E

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article article 13-IV

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement

Prescription contrôlée :

3.5 Entreposage des produits et déchets

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). [...]

Constats :

L'inspection constate, sur le site, l'existence d'aires distinctes et clairement identifiées pour l'entreposage des déchets dont le tri à la source est obligatoire (papier/carton, métal, plastique, bois, textiles). Les flux réceptionnés séparément ne sont pas mélangés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traçabilité des déchets – Registre entrant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1

Thème(s) : Risques chroniques, registre des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un

<p>éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite et sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail une extraction du registre chronologique des déchets entrants sur la période du 01/01/2025 au 16/07/2025. Après examen de ce document présenté sous forme de tableur au format « excel », l'inspection constate que le registre présenté contient l'ensemble des informations demandées par la réglementation. Ce registre chronologique est donc conforme aux prescriptions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Traçabilité des déchets – Registre sortant

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Le jour de la visite et sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail une extraction du registre chronologique des déchets sortants sur la période du 01/01/2025 au 16/07/2025. Après examen de ce document présenté sous forme de tableur au format « excel », l'inspection constate que le registre présenté contient l'ensemble des informations demandées par la réglementation. Ce registre chronologique est donc conforme aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Type de suites proposées : Sans suite